

Gérald Fortin (1928 - ?)

sociologue, département de sociologie, Université Laval

(1965)

# “La montée du socialisme”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: [jmt\\_sociologue@videotron.ca](mailto:jmt_sociologue@videotron.ca)

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: [http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/index.html](http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html)

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gérald Fortin, “La montée du socialisme”. Montréal : *Socialisme 65, Revue du socialisme international et québécois*, Éditorial, no 6, Éditorial, printemps 1965, pp. 15-10.

M. Gérald Fortin (1928 - ?) était sociologue à l'Université Laval.

Mme Andrée Fortin, fille aînée de M. Gérald Fortin, décédé, nous a accordé le 6 janvier 2004 son autorisation, à titre d'ayant droit des œuvres de son père, l'autorisation de diffuser la totalité de l'œuvre de son père, M. Gérald Fortin. Mme Fortin est professeure de sociologie à l'Université Laval et directrice de la revue *Recherches sociographiques*.

[andree.fortin@soc.ulaval.ca](mailto:andree.fortin@soc.ulaval.ca)



Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format  
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 7 octobre 2004 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Province de Québec. Canada.



Il y a un an paraissait le premier numéro de *SOCIALISME '64*. Le socialisme est dans le vent aujourd'hui. Les symptômes sont nombreux de ce courant qui se manifeste au sein de la population.

En tout premier lieu, la désagrégation et l'effondrement progressif du mouvement libéral international. La philosophie économique, politique et sociale du capitalisme anglais et américain est contestée sur presque tous les points du globe, y compris l'Angleterre que dirige aujourd'hui un gouvernement construit en réaction contre le libéralisme. Seuls les États-Unis s'accrochent encore à cette idéologie du 19<sup>ème</sup> siècle, mais la lutte que les Noirs ont entreprise est sans doute le glas de cette société qui rejetait par une barrière ethnique un tiers de la classe ouvrière américaine hors de la nation. Le mouvement pour les droits des Noirs, c'est le véritable début du socialisme américain. La lutte des prolétariats de tous les pays n'a-t-elle pas toujours débuté par une lutte pour la reconnaissance de droits civils ? Et les grandes enquêtes sur la pauvreté ont toujours aussi marqué une phase de la lutte. Les gouvernements libéraux les entreprennent quand le socialisme apparaît.

Rien d'étonnant à ce qu'au Canada, et au Québec en particulier, les partis qui se réclament de la philosophie libérale soient, eux aussi, en perte de vitesse, rongés quotidiennement par les contradictions entre les exigences de souveraineté nationale des populations et les exigences opposées du capitalisme international. On a assez souvent répété aux socialistes québécois qu'on ne construirait jamais de socialisme en Amérique du Nord pour que les socialistes, à leur tour, fassent remarquer que le Québec aliéné économiquement et politiquement n'échappera pas au mouvement mondial de libération à l'égard du capitalisme. Le Québec est placé dans des conditions historiques telle qu'il peut, s'il le veut, construire le modèle de la société de demain. Il est sans doute le seul pays très industrialisé à pouvoir forger une société toute nouvelle, en avance sur la plupart des autres pays du monde. Disposant de richesses naturelles exceptionnelles, profitant d'une position géographique incomparable, habité par une population qui a créé un pays là où, à l'époque de la fondation, on n'imaginait pas que cela fut réalisable, il émerge, fort de son passé et de son avenir, au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, rôdé à l'industrie la plus

moderne, exercé aux libertés politiques, possédant tous les cadres d'un État, impatient de s'affirmer comme une nation, comme un grand peuple, ayant pignon sur le boulevard international. Ce printemps d'une nation sera venu, cette année, plus tôt qu'on ne s'y attendait.

Nous avons écrit dans le premier numéro de cette revue, que nous croyons à l'unité de trois principes : nationalisme, démocratie et socialisme. Nous y croyons, non seulement par choix idéologique, mais par réalisme politique, c'est-à-dire en considérant que c'est ce principe d'unité qu'expriment tous les jeunes peuples d'aujourd'hui. Il nous semble que depuis un an, ces trois principes et le socialisme qui fait leur unité, ont fait beaucoup de progrès.

Le nationalisme n'a cessé de gagner du terrain, de façon moins explosive, mais par contre beaucoup plus étendue. Suivant l'exemple des socialistes québécois, les partis politiques ont tous mis l'accent sur leur autonomie à l'égard des partis fédéraux. Traités de diviseurs il y a deux ans, les socialistes depuis lors ont servi d'exemple : tout le monde a compris que la séparation des partis fédéraux était la condition nécessaire à l'unification interne et à l'audience populaire : la jeune Chambre de Commerce, le mouvement étudiant, et le mouvement ouvrier jusqu'à un certain point ont marché dans la même direction. Le gouvernement est mis en échec lorsqu'il veut rapatrier la Constitution de Londres. Les derniers ligaments du vieux pacte colonial s'effritent les uns après les autres. La thèse des deux nations aboutit à la thèse des deux États.

Les prédictions de malheur ne se réalisent pas pour autant. Les industriels européens et américains n'ont pas semblé s'émouvoir de cette poussée nationaliste ; "General Motors" et "Renault-Peugeot", au contraire, semblent estimer qu'il est rentable de s'installer au Québec à l'heure du nationalisme, soit qu'ils ne veuillent pas courir le risque d'être doublés dans ce virage par leurs concurrents, soit qu'ils supposent qu'un marché plus étendu va s'ouvrir à leurs produits. Le Québec est un beau parti décidément ! Et ce sont certains Québécois, plus que les autres, qui s'ingénient à prouver le contraire. Ce vin est trop fort pour les vieilles outres !

La démocratie, elle aussi, progresse. Nous portons au crédit du gouvernement libéral son projet de réforme de l'éducation ; nous attendons avec impatience sa réalisation, mais nous sommes convaincus que seule une société et un gouvernement socialistes voudront véritablement et réaliseront effectivement la révolution scolaire, fondement de toute révolution sociale. La démocratie se fait entendre dans une des plus puissantes organisations syndicales : les métallos. Pour la première fois, la démocratie n'est plus lettre morte, le débat ne s'est pas fait en vase clos, il a été porté sur la place publique. Un des vieux partis, l'Union Nationale, n'échappe pas à cette poussée, la démocratie essaie d'en forcer les portes. Des associations comme la Société Saint-

Jean-Baptiste manifestent les mêmes symptômes. L'Église elle-même à l'heure du Concile comprend qu'elle ne peut plus tourner le dos au peuple.

La socialisation enfin est le courant qui a réalisé le plus de progrès. Ce qui ne se manifeste pas encore au niveau de l'organisation politique, se manifeste quotidiennement avec force par des déclarations et des prises de positions socialistes. Plus encore, sans le dire ou inconsciemment, des groupes de plus en plus nombreux réclament des mesures qui ne sont autres que socialistes. Trois ou quatre revues qui connaissent un grand succès, quelques journaux ou bulletins, ont créé le débat. Il ne se passe pour ainsi dire pas un jour sans qu'une conférence, un débat, ne se déroule quelque part au Québec sur le thème du socialisme. Alors qu'il y a deux ou trois ans encore, ce terme semblait absent des colonnes des quotidiens : le socialisme était tabou. L'idée socialiste a gagné en très peu de temps une audience considérable. Le syndicalisme fait son entrée dans des secteurs professionnels jugés intouchables en Amérique du Nord: chez les ingénieurs, les omnipraticiens, les fonctionnaires. Le syndicalisme agricole fait des progrès spectaculaires, des coopératives de consommation et de service se développent. Débats, recherches, organisations syndicales, préparent le terrain du socialisme. Nous sommes encore loin des objectifs, mais l'heure de l'ironie sur les petits groupuscules est dépassée. Il n'est aucun mouvement social qui ne soit passé par ces heures difficiles. À l'aube du socialisme, ce fut toujours un bourgeonnement, un éclatement de tendances, mais lorsque chacun de ces groupes s'est suffisamment étoffé, la fusion a suivi. Et c'est exactement ce qui se produit aujourd'hui au Québec. Tous les groupes de la gauche ont établi des liaisons et viennent de créer un comité permanent de coordination. Ils visent clairement et sans ambages à l'unification de ces forces nouvelles. Une école et un hebdomadaire socialistes qui deviendraient l'expression de cette unité sont en préparation.

Ces trois mouvements : nationalisme, démocratie et socialisation fondent le socialisme.

Au reste, s'il fallait prouver les progrès du socialisme on pourrait énumérer les personnalités liées à la politique libérale qui se déclarent socialistes ; on pourrait citer le chef de l'Union Nationale lui-même, qui, comprenant d'où le vent souffle, n'hésite pas à dire que, s'il fallait, il aurait recours lui aussi à des mesures de type socialiste. Opportunisme bien sûr, mais aussi plasticité réelle d'une société sans bourgeoisie industrielle puissante, mouvement si profond du socialisme qu'on ne peut l'éviter, que les plus perspicaces savent qu'il faut désormais compter avec lui.

Autre preuve, l'organisation de la petite bourgeoisie industriel le qui rêve de se constituer en fédération patronale, un peu comme la grenouille qui veut être aussi grosse que le bœuf, sans voir que c'est le plus beau piège dans lequel cet embryon de bourgeoisie industrielle puisse se faire prendre, même

si ses représentants s'efforcent de contrôler l'aciérie et de se servir de la Société Générale de Financement. Sans voir surtout qu'on ne crée plus de bourgeoisie industrielle au siècle de l'automation et qu'on ne peut tout au plus former qu'une classe de fondés de pouvoir du grand capitalisme, ceux que les Noirs du Congo appellent d'un joli nom, qui pourrait avoir beaucoup d'application au Québec : les "pénépéné", c'est-à-dire les petits roitelets nègres.

Autre preuve encore, les coups de barre désespérés des forces au pouvoir : frein à la syndicalisation des fonctionnaires, contestation de leur droit de grève (R.A.Q.), muselage de la presse, répression judiciaire contre la liberté d'expression. Série de mesures qui ont toujours eu historiquement le même double effet : d'une part celui d'unir des forces jusque là dispersées et de susciter une prise de conscience socialiste, d'autre part celui de faire éclater les contradictions du parti au pouvoir et d'y enfoncer un coin entre son aile conservatrice et son aile progressiste, ce qui conduit le chef de ce parti à adopter de plus en plus le comportement du vieux "cheuf". Le changement social rapide, la montée de couches professionnelles nouvelles, la force de frappe des jeunes travailleurs manuels et intellectuels disloquent très rapidement les coalitions du passé.

Preuve ultime (à vrai dire plus symbolique que représentative d'une force réelle), l'apparition d'une véritable idéologie de la réaction à tous ces mouvements, incarnée dans un nouveau mensuel s'attaquant à tous les thèmes du progressisme, du syndicalisme, au contrôle des naissances, en passant par le macarthysme le plus vulgaire. Ces signes ne trompent pas, surtout lorsqu'ils sont illustrés par la publicité onéreuse et bienfaitrice des banques, des compagnies industrielles et des compagnies de finance. Il n'y manque même pas - pour que notre ravissement soit complet - la publicité des cachets d'aspirine et des sauces culinaires industrielles, le tout au nom de la charité qui depuis de longs siècles a servi d'émollient social et s'est faite arranger, en effet, à toutes les sauces.

À coup sûr, le socialisme est dans le vent.

\* \* \*

Socialisme '65 compte, après cinq numéros, 500 abonnés et vend su kiosque de 2,000 à 2,500 numéros. Nous espérons doubler ces résultats au cours de la seconde année d'existence de la revue, couvrir ainsi les frais d'impression et de distribution que les coopérateurs ont assurés jusqu'ici chaque fois que cela fut nécessaire. Publier une revue socialiste est un combat. Difficile si on ne veut pas tomber dans lit démagogie, la facilité ou la complaisance à l'égard du commerce et de la finance.

La revue, après un an, a plutôt trop d'articles dans ses tiroirs. Les collaborateurs se sont accrus à chaque numéro. La revue se vend à l'étranger et joue ce rôle de liaison qu'elle s'est assigné entre les socialistes québécois et ceux des autres pays.

Elle a été conçue comme un instrument de formation pour des cadres militants Elle sait que c'est l'hebdomadaire ou le quotidien qui rejoindront la grande masse. Mais elle a préparé aussi la matière d'un enseignement populaire qui n'a aucune raison d'avoir moins d'exigence théorique que tout autre enseignement. Avant même sa parution, la revue s'assignait comme objectif de préparer les matériaux pour un socialisme populaire. Sa diffusion est un problème non pas de "vulgarisation" mais de pédagogie que les syndicalistes qui participent à la revue connaissent et à laquelle ils sont préparés mieux que personne.

Socialisme '65 continuera à donner la parole à toutes les tendances et à tous les groupes sociaux qui s'efforcent de définir leur socialisme. Ce n'est pas un parti, ni l'organe d'un parti, mais tous les collaborateurs de la revue militent à titre personnel dans un parti ou dans des mouvements progressistes, car c'est un principe socialiste que de ne pas séparer la pensée de l'action.